

Démarche : DDTM34 - Fonds d'urgence exploitations fragilisées par la DNC  
Organisme : Service agriculture forêt

## Identité du demandeur

|                        |                      |
|------------------------|----------------------|
| Email                  | <input type="text"/> |
| Etablissement<br>SIRET | <input type="text"/> |
| Dénomination           | <input type="text"/> |
| Forme juridique        | <input type="text"/> |

## Formulaire

Dans les zones réglementées (ZR) qui ont été arrêtées, les mouvements des bovins sont fortement restreints : tous les mouvements à des fins d'élevage et d'engraissement à partir ou à destination de la ZR pour élevage sont, notamment, interdits, sauf rares dérogations sous conditions de la zone indemne (ZI) vers la ZR.

Par ailleurs, il a été décidé de mettre en place une zone supplémentaire de vaccination (ZV) autour des zones réglementées ZR3 et ZR6 à la suite du constat de distances importantes séparant les foyers d'Ariège et de Hautes-Pyrénées de la zone réglementée la plus proche.

Les exploitations d'élevage situées dans ces zones réglementées pendant plusieurs semaines ont été particulièrement impactées par des mesures de restriction de mouvement, notamment par des coûts de conservation sur les exploitations des jeunes animaux qui auraient dû être exportés ou des difficultés de commercialisation. Par ailleurs, certaines nouvelles zones réglementées concernent un certain nombre d'exploitations déjà fragiles économiquement, alors même que l'imposition de ces mesures nécessaires de restriction de mouvement va leur générer des coûts supplémentaires. Il en est de même pour les exploitants de la nouvelle zone vaccinale.

Dans ce contexte, un soutien économique des exploitations en zone réglementée ou de vaccination les plus fragilisées économiquement est mis en œuvre en mobilisant le fonds d'urgence « DNC ».

La demande d'aide vaudra demande de paiement.

## Coordonnées complémentaires du demandeur

### Explication

En complément des informations liées à votre SIRET qui sont automatiquement récupérées, ces informations permettent l'instruction de votre dossier

## Identifiants

### Numéros EDE de votre exploitation

Numéro EDE

Numéro EDE

Numéro PACAGE

## Informations de contact

Courriel de l'exploitant agricole

Numéro de téléphone

## Remplissez-vous les conditions d'éligibilité ?

### Type d'exploitation

Cette aide s'adresse aux exploitations d'élevage de bovins non foyers dont le siège social est situé ou a été situé en zone réglementée ou en zone vaccinale (ZV) attenante à une zone réglementée. Les exploitations doivent être immatriculées au répertoire SIRENE de l'INSEE par un numéro SIRET actif au moment du dépôt de la demande d'aide. Elles doivent également avoir des bovins enregistrés dans la base de données nationale d'identification (BDNI).

**Commune du siège de l'exploitation**

Permet d'identifier si l'exploitation est en ZR ou en ZV.

**Votre exploitation n'est pas dans l'Hérault.**

Merci de vous adresser à la DDT(M) du siège de votre exploitation.

**Possédez-vous des bovins ?**

Cochez la mention applicable

Oui

Non

**Vous n'êtes pas éligible à ce dispositif.**

**Le siège de l'exploitation est en zone réglementée (ZR) ?**

Cochez la mention applicable

Oui

Non

**Votre exploitation est en zone vaccinale (ZV) ?**

Cochez la mention applicable

Oui

Non

**Votre exploitation n'est pas éligible.**

## DDTM34 - Fonds d'urgence exploitations fragilisées par la DNC

**Seuls peuvent bénéficier de la mesure : les exploitants agricoles à titre principal (statut MSA) / les GAEC avec application de la transparence / les EARL / les autres personnes morales ayant pour objet l'exploitation agricole et dont au moins 50 % du capital est détenu par des exploitations agricoles à titre principal (directement ou indirectement).**

### **Votre exploitation est :**

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- individuelle
- un GAEC
- une EARL
- un autre type sociétaire (SCEA, SA, SARL, SAS)

### **Parts sociales détenues par une exploitation ou un exploitant agricole à titre principal**

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Moins de 50 % des parts sociales

- Plus de 50 % des parts sociales

### **S'agit-il d'un GAEC :**

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- Partiel
- Total

### **Combien d'associés comporte votre GAEC ?**

Renseigner le nombre d'exploitations regroupées (plafonds GAEC)

**Vous n'êtes pas éligible à cette aide.**

## **Situation économique**

**Les entreprises faisant l'objet d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire doivent disposer d'un plan arrêté par le tribunal de Commerce au moment du paiement pour bénéficier de la mesure d'aide. Les entreprises concernées par une procédure de liquidation judiciaire sont exclues de la mesure d'aide, que la procédure de liquidation soit connue au moment du dépôt du dossier ou qu'elle intervienne après celui-ci (lors des phases d'instruction et de contrôles administratifs).**

### **Mon entreprise**

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire
- fait l'objet d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire et dispose d'un plan arrêté par le tribunal de commerce ;
- fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire.

### **Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

- Pièce justificative

Justificatif à fournir pour les entreprises faisant l'objet d'une procédure de sauvegarde ou d'un redressement judiciaire par le tribunal de commerce.

**Les entreprises concernées par une procédure de liquidation judiciaire sont exclues de la mesure d'aide, que la procédure de liquidation soit connue au moment du dépôt du dossier ou qu'elle intervienne après celui-ci (lors des phases d'instruction et de contrôles administratifs).**

## Situation de l'exploitation vis à vis de la diffusion de la DNC

**Des bovins prévus à la vente (export et/ou vente hors département) ont été bloqués sur votre exploitation.**

Cochez la mention applicable

Oui

Non

**Nombre de bovins bloqués :**

**Pour les manadiers, des manifestations taurines auxquelles vous deviez participer ont été annulées.**

Cochez la mention applicable

Oui

Non

**Date de la manifestation taurine annulée n°1**

**Commune de la manifestation taurine annulée n°1**

**Date de la manifestation taurine annulée n°2**

**Communes de la manifestation taurine annulée n°2**

## Critères de priorisation et de modulation

**Explication sur ces critères**

Les informations demandées dans cette partie serviront à prioriser les dossiers et à déterminer des montants d'aide différenciés, en complément de vos éléments.

**Nouvel installé à partir de 2020**

Indiquer "oui" si vous êtes affilié à la MSA à partir du 01/01/2020 ou si l'un des associé de votre société est affilié à la MSA à partir de cette date.

Cochez la mention applicable

Oui

Non

**Agriculteur en difficulté suivi par le dispositif Réagir**

Cochez la mention applicable

Oui

Non

## Aides de minimis demandées ou perçues par l'entreprise

**Aides dites de minimis agricoles**

**DDTM34 - Fonds d'urgence exploitations fragilisées par la DNC**  
L'aide sera attribuée dans le cadre du régime dit de minimis par application du règlement UE 2024/3118 du 10 décembre 2024 qui fixe à 50 k€ le plafond par entreprise. Il s'apprécie à l'échelle des trois derniers exercices fiscaux glissants.

Ex : si l'aide de minimis agricole est accordée le 1er octobre 2025, afin de vérifier le respect du plafond de 50 000 € sur une période de trois ans, la période à prendre en compte est celle allant du 1er octobre 2022 au 1er octobre 2025.

Sont considérées des aides de minimis notamment :

- l'aide en trésorerie de la Région AURA pour les exploitations touchées par la DNC
- les prises en charge de cotisations de la MSA,
- le remboursement du gazole non routier,
- le crédit d'impôt agriculture biologique.

#### **Attestation de minimis**

- J'atteste sur l'honneur que le montant des aides minimis reçues et demandées, sur l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents, ne dépasse pas 50 000 euros.
- Je m'engage à conserver tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration pendant dix (10) exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée,
- J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu d'aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements deminimis entreprise, de minimis pêche ou de minimis SIEG).

Cochez la mention applicable

Oui

Non

## **Compte bancaire**

#### **Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

RIB à rattacher à la demande ci-dessous.

## **Engagements et autorisations**

#### **Je certifie**

- avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
- l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Cochez la mention applicable

Oui

Non

#### **J'autorise :**

- la DDTM à recueillir ou transmettre les informations relatives à ce dossier auprès d'autres administrations, collectivités, ou acteurs privés, notamment auprès de la MSA, des assureurs, et réaliser les contrôles nécessaires
- la DDTM à me transmettre par courrier électronique toute information relative à mon dossier de demande d'aide.

Cochez la mention applicable

Oui

Non

#### **Je m'engage à vacciner mon cheptel bovin contre la dermatose nodulaire contagieuse.**

Cochez la mention applicable

Oui

Non

## Commentaires ou informations diverses

**Vous pouvez indiquer à l'administration ici toute information complémentaire ou explication que vous jugez utile.**